

Gendarmerie royale, le défunt n'avait pas de chaussures. Que s'est-il passé depuis le moment où les gendarmes ont trouvé cet homme gelé à mort entre les matelas et celui où le corps a été enlevé? Le rapport de l'autopsie indique que la blessure aurait été faite par des loups ou des chiens et qu'il n'y avait pas d'autre trace de violence.

Je pourrais parler longuement de cette affaire. Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales nous a parlé des grandes perspectives qu'offre la mise en valeur des régions septentrionales, tant du point de vue matériel que du point de vue humain. Je suis troublé de voir des affiches, d'entendre des annonces à la radio ou à la télévision, qui invitent les Canadiens à fournir des fonds à un organisme appelé CARE et qui s'occupe de gens affamés dans les autres pays (on publie souvent la photographie d'enfants à l'estomac gonflé et aux côtes en saillie), alors qu'existe chez nous une situation comme celle que je viens de décrire et où 14 personnes sont mortes de faim.

N'oubliez pas que ce n'est qu'un exemple, celui du lac Garry. Qu'est-il arrivé dans cette région l'hiver dernier? Le ministre sourit. Il aura une réponse, je suppose. Mais quoi qu'il dise, quelle que soit sa réponse, nous ne ferons pas revenir ceux qui sont morts. Lorsque nous projetons la mise en valeur d'une région, j'estime que nous devrions faire quelque chose pour ceux qui y habitent. Je tiens à donner lecture des témoignages rendus au comité des mines, forêts et cours d'eau lorsqu'il étudiait les crédits du ministère. Au sujet de la question, le ministre a déclaré, comme en fait foi la page 152 des procès-verbaux et témoignages du comité des mines, forêts et cours d'eau:

Si un Esquimau est en danger dans n'importe quelle partie du territoire, si éloignée soit-elle, nous en sommes responsables, ici à Ottawa.

Je m'en tiendrai là. Nous devons premièrement nous rendre compte,—nous le faisons, et le ministre le fait aussi bien que nous,—que la mise en valeur du Nord canadien doit inclure l'élément humain. Elle doit tenir compte des problèmes qui se posent aux populations indigènes. Un programme devrait être élaboré. Comme je l'ai dit en 1956, s'il n'y a pas de caribou dans la contrée, pourquoi y laisser des gens? Transférons-les là où ils pourront vivre. S'il n'y a pas de caribou et qu'ils ne peuvent pas trouver sur place leur subsistance, qu'on dirige donc ces gens là où ils peuvent trouver de quoi vivre, en pêchant ou en chassant le béluga, ou tout ce qu'on voudra. Mais qu'on songe un peu à cette "vision". Qu'on fasse quelque chose pour les malheureux habitants du pays de façon qu'ils

[M. Hardie.]

ne meurent pas de faim, de froid ou de manque de vêtements parce que le caribou n'a pas fait son apparition.

Qu'on s'imagine à mille milles de tout, sans nourriture, en train de construire un igloo, sans qu'on y trouve de quoi manger, de quoi s'éclairer, rien, qu'on se mette à leur place. Il faut se résoudre à manger la peau de caribou sur laquelle on se couche et la parka dont on a besoin de se couvrir pour ne pas périr. Monsieur le président, tout cela est sérieux. Il faudrait y voir. Il aurait fallu y voir plus tôt. Le ministre sait que j'ai lu des discours qu'il a prononcés au sujet de la disparition graduelle du caribou. Comme je le disais, il faut songer non seulement à mettre matériellement en valeur nos régions septentrionales, mais il faut songer aussi aux gens qui y habitent.

L'hon. M. Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur le président, ce qu'a dit le député de Mackenzie-River est bien conforme à la pensée maintes fois exprimée par les employés du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales au sujet de la difficulté que présente la question de faire comprendre aux quelques centaines d'Esquimaux qui vivent dans la vaste région du Keewatin que le caribou est presque disparu, si même, à toutes fins pratiques, il n'est pas tout à fait disparu.

Il y a à peine trois semaines, lors de la première séance du conseil des Territoires du Nord-Ouest, à Ottawa, le commissaire des Territoires du Nord-Ouest a fait part de cette sombre histoire à ses collègues, expliquant certaines mesures déjà prises et d'autres qu'il faudra prendre. Le comité sera heureux d'apprendre, sans doute que les employés du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales se rendent parfaitement compte de la situation et qu'ils en sont profondément peiné. Je crois avoir bien précisé aux membres du comité des mines, forêts et cours d'eau qu'il fallait conserver nos ressources humaines dans le Nord, non seulement à cause des avantages matériels que vaudrait à notre pays leur sage emploi, mais aussi parce qu'il s'agit d'humains comme nous.

Quand je considère ce qu'on a fait jusqu'ici, je me rends compte que ce n'est qu'un modeste début, mais le comité pourra juger lui-même si cette famine, qui n'est pas un phénomène nouveau dans le Nord, est passée inaperçue. J'ajoute un détail personnel. Il suffit de lire le journal de Samuel Hearne, le premier blanc à parcourir cette région, où il relate ses trois expéditions à Coppermine, pour trouver le récit des mêmes privations et de la même famine.